

Des ponts, pas des armes !

Appel en faveur d'une politique d'accueil des migrant-e-s, des demandeur-se-s d'asile et des réfugié-e-s

Juin 2015

En vingt ans, on estime que plus de 20 000 personnes sont mortes aux frontières européennes, dont presque 2 000 en Méditerranée depuis le début de l'année 2015. C'est de ces drames à répétition que les États membres de l'Union Européenne (UE) traiteront lors du Conseil européen des 25 et 26 juin.

Nos organisations n'acceptent pas que les institutions de l'Union européenne n'accordent pas la priorité au sauvetage des vies. Au contraire, l'UE et ses Etats membres se sont accordés sans difficulté pour renforcer l'arsenal sécuritaire pourtant en grande partie responsable de ces drames et ont ajouté aux missions de l'agence Frontex la possibilité d'une intervention armée. Ce projet est fortement critiqué par l'ONU et certains États du sud de la Méditerranée, dont la Libye.

Face à ce refus de la réalité migratoire et aux négations répétées des principes fondateurs de l'Union européenne, nos organisations ont décidé d'agir pour exhorter les dirigeants européens à mettre en œuvre une autre politique, conforme aux droits de l'Homme, au respect de la vie et de la dignité humaine. Elles appellent les sociétés civiles à se mobiliser et à les suivre. Devant l'urgence de la situation, elles demandent que tout soit fait pour protéger les personnes contraintes de risquer leur vie pour se rendre en lieu sûr et de recourir à leur droit à la mobilité.

Pour cela et sans délai, nos organisations demandent à l'Union Européenne et à ses états membres la mise en œuvre urgente des mesures suivantes :

- organiser une véritable opération de sauvetage en mer, dotée des moyens nécessaires et portée par l'ensemble des États membres pour prévenir les naufrages et secourir efficacement toute personne en détresse. Frontex, même avec un triplement de ses moyens et l'extension de sa zone d'intervention, reste une agence sécuritaire ;
- mettre en place un mécanisme large et réel d'accueil des personnes migrantes et demandeuses d'asile et de protection des réfugié-e-s, sur la base de la solidarité entre États membres qui garantisse le libre choix du pays d'asile ;
- ouvrir des voies d'accès légales et sûres pour les migrant-e-s et les demandeur-e-s d'asile et supprimer immédiatement les visas de transit imposés aux nombreuses personnes qui fuient les pays en guerre, tel la Syrie ;
- activer sans aucun délai le dispositif prévu par la Directive 2001/55/CE relative à des normes minimales pour l'octroi d'une protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées, par exemple de Syrie ou d'Érythrée ;
- refuser et/ou suspendre toute coopération en matière de migration avec les États d'origine et de transit vers l'Europe qui ne respectent pas les libertés et les droits de l'Homme.

La Commission européenne et le Conseil de l'UE ont proposé l'usage de la force armée contre les trafiquants et les passeurs. Nos organisations considèrent que le recours à la force est disproportionné et dangereux pour les personnes migrantes et demandeuses d'asile ainsi prises entre deux feux.

Afin que l'Union européenne agisse immédiatement en mettant en œuvre des solutions d'urgence en faveur des personnes en recherche de protection, nos organisations appellent, au cours de la campagne qu'elles organisent à travers l'Europe à la veille du 25 juin, date du prochain Conseil européen, chacune et chacun à soutenir et relayer largement cet appel et à prendre toute initiative pour organiser et amplifier les mobilisations.

Parce qu'il est faux de prétendre qu'il n'y a qu'une seule politique possible, nos organisations demandent avec insistance au Conseil européen une rencontre, afin de faire entendre une voix alternative.

Nos organisations seront présentes à Bruxelles les 25 et 26 juin pour rappeler au Conseil européen les responsabilités qu'il a dans la défense des droits fondamentaux des personnes. Elles tiendront le 24 juin, une conférence de presse en présence d'organisations signataires de cet appel.

Signataires :



EURO-MEDITERRANEAN HUMAN RIGHTS NETWORK
RÉSEAU EURO-MÉDITERRANÉEN DES DROITS DE L'HOMME
الشبكة الأوروبية - المتوسطية لحقوق الإنسان

